

Commune de HAUTEROCHE

REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT HAMEAU DE CRANCOT

PROJET

MAITRE DE L'OUVRAGE :

Commune de HAUTEROCHE



10, route de Lons

39 570 HAUTEROCHE

Tél. : 03.84.48.22.08

Fax. 03 84 43 56 55

mairie@hauteroche39.fr

BUREAU D'ETUDES :

ABCD INGENIERIE



Route de Lyon

39 570 MONTMOROT

Tél. 03.84.47.15.78

Fax. 03.84.47.07.86

abcd@abcd-ingenierie.com

Préambule

Chaque année, les élus sont confrontés à des problèmes de stagnation d'eaux usées proches des habitations, de rejets dans les fossés publics ou les rivières, d'odeurs nauséabondes et quelquefois de plaintes.

Paradoxalement, l'élévation générale du niveau de vie entraîne une augmentation continue de la consommation d'eau des ménages et par conséquent une augmentation du volume des rejets d'eaux usées. C'est ainsi qu'en 30 ans, la consommation d'eau des ménages a plus que doublé sans que les systèmes de traitement collectif ou individuel n'aient toujours pu s'adapter à cette évolution.

La préservation de l'environnement, celle de la qualité des eaux superficielles ou souterraines et l'amélioration du cadre de vie constituent une des richesses de nos communes.

En milieu urbain dense et rapproché, l'évacuation des eaux usées superficielles est simple car les rejets sont transportés par canalisations, collectant sur leur passage l'ensemble de l'agglomération vers une station d'épuration.

Ce schéma de l'assainissement collectif est réputé donner satisfaction dans le contexte urbain ou bien lorsque l'habitat est suffisamment aggloméré pour supporter la charge financière de cet investissement et la répartir sur un grand nombre d'usagers.

Mais dans les secteurs ruraux, ce type d'assainissement n'est pas toujours la solution la mieux adaptée, que ce soit techniquement, socialement et financièrement.

Dans ce contexte général, la Commune de HAUTEROCHE, dans le département du Jura, s'est engagée à résoudre ses problèmes d'assainissement dans les prochaines années en y consacrant les moyens nécessaires mais à un coût raisonnable.

Le présent dossier d'enquête publique, conformément à l'article R123-11 du code de l'urbanisme, a pour objectif d'informer le public sur les modifications du dernier zonage retenu par le conseil municipal.

La portée du zonage d'assainissement est détaillée par la Circulaire du 22 mai 1997.

«La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement

collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaire à leur desserte. »

L'enquête publique, d'une durée minimum d'un mois, permet de recueillir les appréciations, les suggestions et contrepropositions du public. Celles-ci seront étudiées par un commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif. Les conclusions du rapport du commissaire enquêteur permettront au conseil municipal d'apporter des modifications éventuelles au projet de zonage avant délibération. Un contrôle de légalité sera réalisé par le Préfet.

Le tracé du périmètre des zones d'assainissement est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal s'il existe. Toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur le territoire communale tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Lexique

Assainissement collectif : système d'assainissement effectuant, en domaine public la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles raccordés au réseau public d'assainissement.

Assainissement non collectif : par assainissement non collectif appelé aussi assainissement autonome ou individuel, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux pluviales : eaux résultant de la pluie.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, sales d'eau...) et les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes).

Épuration : ensemble des procédés de traitement des eaux usées permettant d'obtenir des eaux conformes aux objectifs de réduction de pollution.

Equivalent-habitant (EH) : quantité moyenne de pollution produite en un jour par une personne fixée par la directive européenne à 60g de DBO5.

Réseau séparatif : système de collecte évacuant les eaux usées domestiques dans un réseau spécifique.

Réseau unitaire : système de collecte évacuant les eaux pluviales et les eaux usées domestiques dans un même réseau.

Schéma directeur d'assainissement : document opérationnel permettant de définir la politique d'assainissement de la commune.

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

Zonage d'assainissement : délimitation des territoires de la commune relevant de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif et de zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, ou de zones dans lesquelles il est nécessaire, dans certains cas de pollution, de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Sommaire

1 Présentation du zonage d'assainissement.....	7
1.1 Assainissement.....	7
1.2 Assainissement collectif	8
1.3 Assainissement non collectif	9
2 Présentation de la commune de HAUTEROCHE.....	11
2.1 Situation géographique	11
2.2 Population et habitat	12
2.3 Urbanisation.....	12
2.4 Activités économiques	12
2.5 Alimentation en eau potable	13
2.5 Aptitude des sols à l'assainissement non collectif	14
2.6 Caractéristiques du milieu naturel	17
2.6.1 Hydrographie et hydrogéologie.....	17
2.6.2 Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).....	17
2.6.3 Géologie	18
2.6.4 Natura 2000.....	19
2.6.5 Zones humides	21
2.7 Risques naturels	21
2.7.1 Aléa retrait-gonflement des sols argileux	21
2.7.2 Inondation dans les sédiments	21
2.7.3 Sismicité.....	22
2.7.4 Trame Verte et Bleue.....	23
3 Assainissement existant	24
3.1 Assainissement collectif	24
3.2 Assainissement non collectif	24
4 Propositions des scénarii.....	27
4.1 Coûts unitaires utilisés pour le chiffrage des différents scénarii.....	27
4.2 Coûts utilisés dans l'étude des scénarii d'assainissement.....	27
4.3 Scénario 1 : Raccordement des habitations le long de la RD 471	28
<i>Assainissement non collectif</i>	28
4.4 Scénario 2 : raccordement du hameau Sur Roche	28
Assainissement non collectif	29

4.5 Synthèse.....	29
5 Choix du Conseil Municipal	30
5.1 Assainissement collectif	30
5.2 Assainissement non collectif	30
5.3 Zonage relatif aux eaux pluviales	30
5.4 Délibération du Conseil Municipal	30

1 Présentation du zonage d'assainissement

La loi sur l'eau du 31 décembre 2006 a renforcé les dispositions concernant l'assainissement, dont la responsabilité d'organisation et de contrôle incombe aux communes.

Par ailleurs, l'article 16 du décret n°94-469 du 3 juin 1994, pris en application de la loi sur l'eau impose aux communes l'élaboration d'un programme d'assainissement qui prendra en compte les données environnementales existantes et qui sera concrétisé par un Schéma Directeur d'Assainissement.

Ainsi conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique.

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

1.1 Assainissement

L'assainissement a pour objectif de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées et pluviales notamment domestiques. En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être collectif ou non collectif. Les communes ont la responsabilité sur leur territoire de l'assainissement collectif et du contrôle de l'assainissement non collectif.

Au fil du temps, la réglementation nationale sur l'assainissement a été précisée et complétée pour répondre à l'évolution des enjeux sanitaires et environnementaux. Elle est aujourd'hui fortement encadrée au niveau européen. La directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées urbaines a ainsi fixé des prescriptions minimales européennes pour l'assainissement collectif des eaux usées domestiques.

La transcription dans le droit français de cette directive est inscrite dans le code général des collectivités territoriales, qui régit notamment les modalités de fonctionnement et de paiement des services communaux d'assainissement, les responsabilités des communes en la matière et les rapports entre les communes et organismes de coopération intercommunale. Le code de la santé publique précise les obligations des propriétaires de logement et autres locaux à l'origine de déversements d'eaux usées.

Les installations d'assainissement les plus importantes sont soumises à la police de l'eau en application du code de l'environnement en ce qui concerne les rejets d'origine domestiques. Les rejets industriels et agricoles sont réglementés dans le cadre de la police des installations classées.

1.2 Assainissement collectif

Dans les zones d'assainissement collectif, les communes sont ainsi tenues d'assurer :

- la collecte et le transport des eaux usées domestiques ;
- le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux collectées ;
- l'élimination des boues d'épuration ;
- le contrôle des raccordements au réseau public de collecte.

La commune est donc responsable de la mise en place, de l'entretien, du fonctionnement de l'ensemble de la filière et des dégâts provoqués aux propriétaires.

Deux types de réseau

Les communes peuvent installer deux types de réseau :

Le réseau séparatif, c'est celui qui est recommandé : il assure une gestion distincte des eaux suivant qu'elles doivent ou non faire l'objet d'un traitement avant leur rejet. Autrement dit, ce système est composé de deux réseaux, un pour les eaux usées, l'autre pour les eaux pluviales. Soit la commune dispose de deux réseaux distincts et les eaux de pluie sont collectées et rejetées par la commune. Soit chaque particulier doit avoir un système d'évacuation individuelle des eaux de pluie ;

Le réseau unitaire d'assainissement : c'est un réseau unique d'égout recueillant l'ensemble des eaux usées et les eaux pluviales. Ce type de réseau n'est autorisé que si le mélange des eaux n'entraîne pas de problème d'épuration. Par ailleurs, cela suppose un dispositif permettant de réguler le flux envoyé vers le système de traitement en cas de fortes pluies.

Raccordement des immeubles au tout à l'égout

C'est le code de la Santé Publique qui détermine le régime applicable au raccordement au tout à l'égout et qui institue l'obligation générale de raccordement, sous réserve de certaines dispenses.

Obligation de raccordement

Le raccordement des immeubles aux égouts publics est une obligation applicable à l'ensemble des propriétaires, sauf exceptions (voir ci-dessous). Pour les eaux usées, cette obligation résulte de l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique.

Dispense de raccordement

L'obligation de raccordement comporte des exceptions et certains immeubles sont dispensés.

Ainsi en est-il :

- des immeubles non desservis par le réseau, en l'absence d'accès à la voie publique. A contrario, sont donc astreints à raccordement toutes les propriétés ayant accès à la voie publique, soit directement, soit par une voie privée, soit par une servitude de passage ;

- si le raccordement se heurte à des difficultés particulières, dès lors que l'immeuble bénéficie d'une installation d'assainissement autonome conforme ;
- des immeubles dont l'état de dégradation est tel que le raccordement devient superflu (immeubles déclarés insalubres ou frappés d'un arrêté de péril, immeubles en ruine).

Pour les logements construits après la mise en service du tout à l'égout, le raccordement doit être réalisé lors des travaux de construction.

Contrôle des travaux de raccordement

Les communes sont investies d'une mission générale de contrôle des raccordements au réseau public. Le contrôle porte à la fois sur la conformité de la partie privée du raccordement et sur les ouvrages incorporés au réseau public.

1.3 Assainissement non collectif

Article [R.2224-7 du code général des collectivités territoriales](#)

« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. »

Lorsque le logement n'est pas raccordé au tout à l'égout, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce que le logement est dispensé de raccordement, **il doit disposer d'un système individuel d'assainissement**. On parle couramment en la matière de fosses septiques même si ce terme ne reflète pas toute la réalité des installations individuelles possibles.

L'assainissement individuel concerne 5,4 millions de logements en France. Il faut savoir que 80% de ces installations sont défectueuses ou mal entretenues et que près de 600 000 logements déversent tout simplement leurs eaux usées dans la nature. Cela est source de risque pour notre environnement et pour la santé publique.

C'est la raison pour laquelle la loi du 12 juillet dernier, dite loi Grenelle II est venue renforcer les prescriptions en la matière, en rendant obligatoire, depuis le 1er janvier 2011, le **diagnostic assainissement** lors de la vente d'un logement non raccordé au tout à l'égout.

Si le logement n'est pas situé dans une zone d'assainissement collectif, il doit disposer d'un assainissement individuel. Ce peut être également le cas s'il en est dispensé compte tenu des difficultés techniques de raccordement.

En soi, l'assainissement non collectif n'est pas moins bon que le collectif. Il faut simplement qu'il soit surveillé, contrôlé et entretenu.

Il existe différents procédés d'assainissement individuel. L'installation d'un tel système se fait par des sociétés privées et mérite une étude du logement et du terrain. Il faut en effet tenir compte du logement, c'est-à-dire de la surface, du nombre d'installations sanitaires et du nombre d'occupants. La nature du sol est également prise en compte, ainsi que l'inclinaison du terrain.

Les eaux usées sont collectées, c'est-à-dire récupérées et prétraitées dans une fosse étanche. C'est une sorte de filtre qui permet la décantation des matières en suspension et la rétention des éléments flottants. Ensuite, les eaux usées sont traitées ; l'élimination de la pollution se fait par dégradation biochimique (par

des bactéries) grâce au passage dans un réacteur chimique naturel. Il peut s'agir soit d'un sol naturel, soit d'un sol reconstitué. En principe, c'est un massif de sable (plusieurs couches de sable).

Le contrôle des installations

Depuis la loi sur l'eau de 2006, les communes ont l'obligation de contrôler toutes les installations individuelles. Elles devaient le faire avant le 31 décembre 2012. Par conséquent, certains logements ont déjà été contrôlés mais pas tous. Avec la loi de juillet dernier dite Grenelle II, les choses se sont accélérées puisque **depuis le 1er janvier 2011, le vendeur doit joindre au compromis de vente un diagnostic assainissement si le bien est situé dans une zone d'assainissement non collectif.**

L'objectif est double : il s'agit d'une part, comme pour tous les autres diagnostics, de protéger l'acheteur qui est ainsi mieux informé sur l'état du logement et le vendeur qui évite toute mise en jeu de sa responsabilité. D'autre part, cela permet de vérifier le fonctionnement et l'entretien des dispositifs d'assainissement individuel. A terme, ce contrôle vise à améliorer la qualité des installations par la réalisation de travaux de mise en conformité si nécessaire.

Ce sont les communes qui assurent le contrôle des installations, via le service public d'assainissement non collectif, **le SPANC**. A ce jour, la commune est donc le seul interlocuteur en matière d'assainissement. Des agents du SPANC viennent chez les usagers. A l'issue du contrôle, l'usager recevra de la commune un rapport de visite : c'est ce rapport qui doit être joint au compromis de vente puis à l'acte de vente.

Le contenu du diagnostic

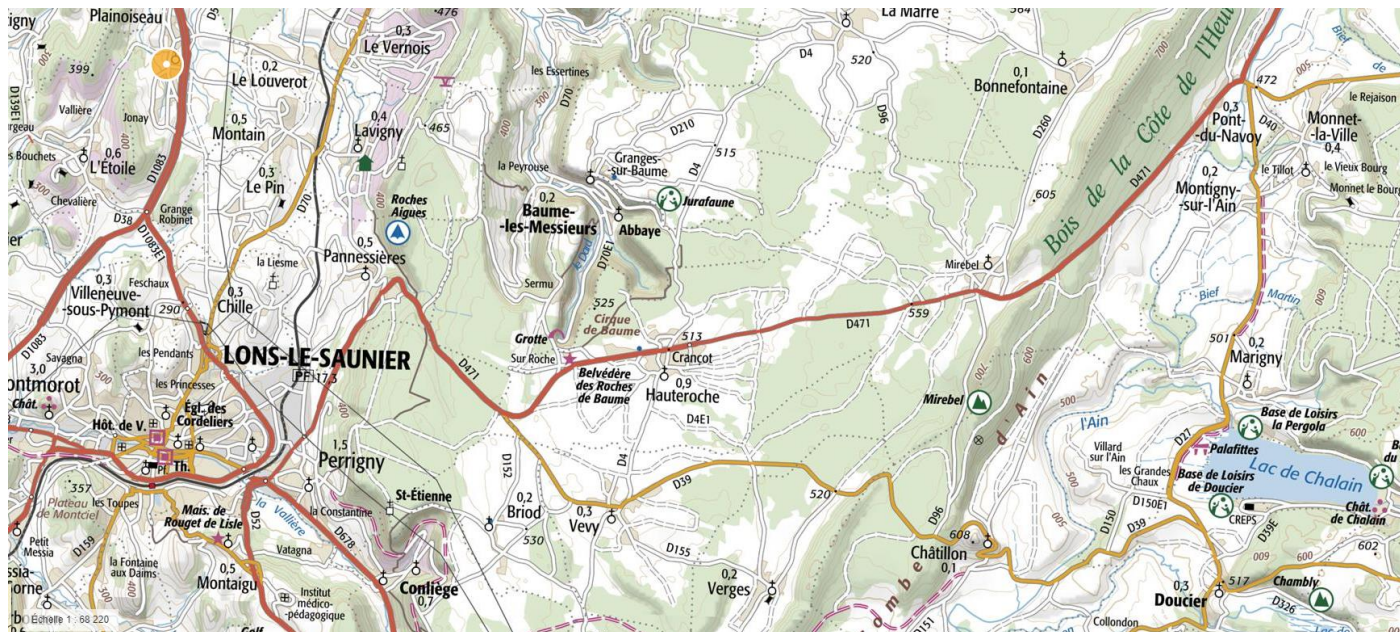
Le SPANC évalue les risques pour la santé et les risques de pollution de l'environnement présentés par l'installation. Il établit si nécessaire des recommandations au propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. En cas de risques pour la santé ou l'environnement, le SPANC fixe la liste des travaux à réaliser, classés par ordre de priorité. En cas de non-conformité, la loi oblige l'acquéreur à réaliser les travaux nécessaires, et ce dans le délai d'un an après la signature de l'acte de vente définitif. Ainsi, contrairement aux autres diagnostics vente qui ne sont que purement informatifs, le diagnostic assainissement peut être contraignant.

2 Présentation de la commune de HAUTEROCHE

2.1 Situation géographique

La Commune de HAUTEROCHE se situe sur le 1^{er} plateau du département du Jura et fait partie de la Communauté de Commune Bresse Haute Seille qui regroupe 56 communes.

La Commune de HAUTEROCHE est une commune nouvelle depuis le 1^{er} janvier 2016 et regroupe les villages de Crançot, Granges sur Baume et Mirebel.



Carte n°1 : Situation géographique

La commune est traversée par la Route Départementale n°471.

2.2 Population et habitat

L'évolution de la population du village de Crançot est présentée dans le tableau ci-dessous selon les données INSEE :

1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2013
362	376	355	454	485	489	484	586	605

Tableau n°1 : évolution démographique

En 2011, à Crançot, il y avait 261 logements dont 230 résidences principales, ce qui indique un taux moyen de 2.24 habitants par logements.

En 2015, il y avait 936 habitants pour 409 résidences principales, soit un taux de 2.28 habitants par logement.

2.3 Urbanisation

La commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 06 décembre 2004.

Un nouveau projet de plan de zonage du PLU est en cours.

2.4 Activités économiques

Le village de Crançot est doté de nombreuses activités économiques :

4 agriculteurs : GAEC du Champenet, GAEC Joly, Jean-Michel FEBVRE, Michel GIROD

1 hôtel restaurant : Le Belvédère

1 restaurant traiteur : l'Etable Gourmande

1 bar/tabac/presse : l'Abreuvoir

3 gîtes ruraux : Jean-Michel VIENNET, l'Atelier, Véronique GASNE

1 vétérinaire : SCP Jean-Bernard et Dominique BUFFET

1 boulangerie : Aymeric PETIT et Anaïs THEVENOT

1 chauffagiste, sanitaire, zinguerie : SARL Combe-Zanchi-Feniet

1 coiffeuse – esthéticienne : Couleur Soleil
1 coopérative : Jura Bétail
1 garage : Jean-Philippe CHARNU
1 matériel agricole : CLAAS Réseau Agricole
2 multi-services : Habitat Multi-Services et CM Hauteroche (plomberie/bricolage/divers)
2 négociants : producteurs de vins : Maison du Vigneron et Michel NACHON
1 scierie : Verpillat SARL
1 Supérette : Vival
1 vente et création e bijoux « fantaisie » / toilettage pour chiens : les coquetteries d'Estelle
6 assistantes maternelles agréées
1 maison de santé avec 3 médecins, 2 kinésithérapeutes, 2 infirmières libérales
1 ostéopathe
1 pharmacie : DAEUBLE
1 APEI
1 pôle services et animations intergénérationnels

2.5 Alimentation en eau potable

La commune est alimentée en eau potable par la SIE de l'Heute la Roche. Le SIE est géré en affermage par SUEZ Eau France. L'eau est pompée dans la nappe alluviale de l'Ain sur la commune de Mirebel, subit un traitement par simple chloration avant d'être acheminé au réservoir de tête dont la capacité totale est de 600 m³. L'eau est ensuite distribuée via la conduite principale récemment renouvelée pour atteindre le réservoir de Crançot d'une capacité de 300 m³. Les conduites sont principalement en fonte. Il y avait 274 abonnés en 2013. La consommation moyenne annuelle est de l'ordre de 137 m³/an/abonné avec les gros consommateurs et de 129 m³/an /abonné (données du SDAEP de Verdi 2013).

La Maison du Vigneron est un gros consommateur du SIE.

2.5 Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

La commune de HAUTEROCHE a démarré sa réflexion sur la définition des modes d'assainissement adaptés à son territoire en 1999. Elle a, à cette époque confié l'étude de son schéma directeur d'assainissement à un bureau d'études spécialisé : SAUNIER ENVIRONNEMENT.

Ce Bureau d'étude avait réalisé des sondages à la tarière ainsi que des tests de perméabilité pour classer l'aptitude des sols à l'assainissement autonome à partir de ces principaux critères :









- **La perméabilité** qui intervient sur la capacité des différents horizons pédologiques à infiltrer les eaux usées sans résurgence.
- **La profondeur d'apparition d'un substrat rocheux et charge en cailloux.** Ce critère intervient sur le pouvoir épurateur du sol, lié à la présence en proportion suffisante de sables fins, limons et argiles.
- **La profondeur d'apparition d'une nappe perchée.** Ce critère intervient également sur le pouvoir épurateur du sol, car il faut que le milieu soit aéré et non saturé en eau mais il intervient également dans la préservation des nappes de surface.



Des cartes d'aptitude des sols ont été réalisées par le bureau d'études SAUNIER ENVIRONNEMENT en 1999.

Il ressort de cette étude que les filières préconisées dans le cadre de l'assainissement non collectif sont essentiellement des filières par épandage naturel ou dans un sol reconstitué non drainé.

Ces filières par sol reconstitué ne constituent pas une limite à la faisabilité de l'assainissement non collectif, mais une adaptation au cas par cas en fonction de la nature du sol.

De plus depuis 1999 les techniques d'assainissement non collectif ont beaucoup évolué et les contraintes comme la surface, la pente et la présence de nappe ne sont plus des critères d'opposition à cette technique. En effet, depuis 2009 de nombreuses filières ont été agréées avec des caractéristiques plus avantageuses en termes d'occupation de la surface et d'herméticité.

LEGENDE	
	Réseau actuel
	Hydrologie
	Prélèvement
	Habitation ayant une contrainte de surface pour l'installation d'un dispositif d'assainissement individuel.
	Sondage tarière
	Sondage et essai d'infiltration
	Sondage tracto - pelle
	Pendage des terrains

CRITERES D'APTITUDE		DISPOSITIFS ET ADAPTATIONS	COLORIS
1 : perméabilité : Vi# 25 à 100 mm/h 2 : hydromorphie / nappe : absence 3 : pente : 0 à 5% 4 : épaisseur des sols : >1 m.	favorable favorable favorable favorable	Epandage gravitaire en sol naturel _ épandage en tranchées d'infiltration * largeur des tranchées de 80 cm * pose des drains à 60 cm de profondeur * rejet en sous-sol perméable * dimensionnement de 45 m de tranchées filtrantes au minimum sont nécessaires avec 20 à 30 m de tranchées filtrantes/pièce principale au delà de 5.	
CRITERES D'APTITUDE		DISPOSITIFS ET ADAPTATIONS	COLORIS
1 : perméabilité : Vi# 20 à 100 mm/h 2 : hydromorphie / nappe : traces d'hydromorphie dans les sols. 3 : pente : 0 à 15% 4 : épaisseur des sols : localement < 1 m Conclusions : Contexte moyennement favorable avec souvent une faible épaisseur de sol, des sols parfois hydromorphes en surface et un sous-sol relativement perméable, apte pour l'évacuation d'eaux usées septiques.	favorable défavorable favorable défavorable	Epandage en sol reconstitué non drainé _ filtre à sable vertical non drainé * surélévation en terre suivant l'épaisseur de sol. * lit de sable de 70 cm d'épaisseur * rejet en sous-sol. * dimensionnement de 25 m² / habitation	

Extraits de l'étude de zonage de Saunier Environnement de 1999

Les zones actuelles habitées et habitables en assainissement non collectif sont sur des terrains perméables nécessitant la mise en place d'un sol filtrant reconstitué non drainé.

2.6 Caractéristiques du milieu naturel

2.6.1 Hydrographie et hydrogéologie

Le territoire de la commune HAUTEROCHE se situe en haut de la reculée de Baume les Messieurs. La commune se situe dans le bassin versant de la Seille.

2.6.2 Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

Une **ZNIEFF** est une **zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique**. Cette zone n'est pas un dispositif de protection réglementaire, même si elle implique un porter à connaissance en cas de projet la concernant.

Les ZNIEFF sont créées lors de la réalisation d'inventaires naturalistes dans le cadre de l'Inventaire national du patrimoine naturel. Une fois leur intérêt reconnu et leur validation par un comité d'experts scientifiques, ces zones deviennent des instruments de connaissance mais aussi d'aménagement du territoire.

En effet, les ZNIEFF constituent une base pour la constitution de zones de conservation de la biodiversité ainsi que pour la prise en compte de l'environnement dans les projets d'aménagement (autoroute, trame verte, etc.). On distingue deux types de ZNIEFF :

- les **ZNIEFF de type I**, de dimensions réduites mais qui accueillent au moins une espèce ou un habitat écologique patrimonial. Ces ZNIEFF peuvent aussi avoir un intérêt fonctionnel important pour l'écologie locale ;
- les **ZNIEFF de type II**, plus étendues, présentent une cohérence écologique et paysagère et sont riches ou peu altérées, avec de fortes potentialités écologiques.

Sur le territoire communal, Les deux types de ZNIEFF sont représentés sur le territoire communal.

- **TYPE I** : Vallée de l'Ain entre Marigny et Châtillon

Pelouse, falaise et éboulis de sous la Baume

Reculées de Baume les Messieurs et Saint Aldegrin

- **TYPE II** : La Combe d'Ain

Reculées de la Haute Seille

2.6.3 Géologie



Extrait de la carte géologique à 1/50000° du B.R.G.M. feuille n°581N – Lons le Saunier

Deux principales formations :

J1b. Bajocien moyen. calcaires spathiques.

« Les carrières de Crancot montrent deux faciès superposés :

— à la base, un calcaire oolitique à litage oblique ;

— au sommet, un calcaire bioclastique à grosses entroques. Bioclastique au Sud et vers Lons (Revigny, Courbouzon, Messia), il renferme de petits récifs de polypiers vers Ladoye, qui passent latéralement à des calcaires à silex. Ce niveau à polypiers se développe dans la région salinoise (« polypiers du fort Saint-André » de J. Marcou, 1848). »

• J1c. Bajocien supérieur. Marnes de Plasne.

Les marnes de Plasne (Marcou, 1856), dont l'épaisseur varie de 10 à 20 m, sont constantes sur la feuille Lons.

Elles forment souvent des zones légèrement déformées à la surface du plateau de Lons, et c'est souvent à proximité de ces marnes que sont implantés

les villages du plateau.

Très riches en carbonates, elles ne forment pas un niveau suffisamment imperméable pour supporter un aquifère intéressant. C'est souvent sur ces marnes que se trouvent les champs cultivés, et on peut rencontrer sur le plateau d'anciennes marnières d'où l'on extrayait un amendement calcaire.

2.6.4 Natura 2000

Les fondements et les principes de la démarche Natura 2000

L'idée est de « **maintenir ou rétablir la biodiversité en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et des particularités locales et régionales, ceci dans une logique de développement durable** » (art. 2, directive 92/43/CEE).

En effet, la particularité de cet outil de gestion est de proposer un double objectif :

- contribuer à conserver la biodiversité en maintenant le bon état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ;
- contribuer au développement durable des activités et à la valorisation du territoire en s'appuyant sur un mode de gouvernance des territoires.

À terme, l'objectif de cette démarche vise à trouver le point d'équilibre entre le développement économique et la préservation des richesses naturelles d'intérêt communautaire d'un site, et plus globalement du réseau européen.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 : les ZPS et les ZSC.

Zone de protection spéciale

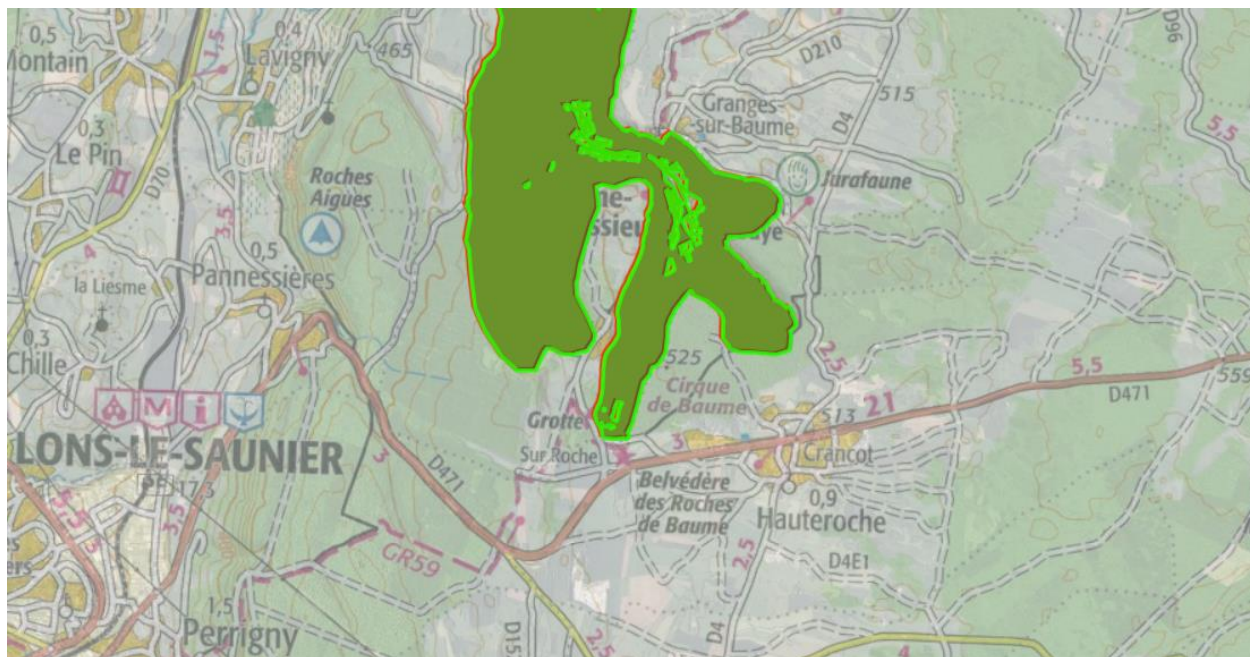
La directive Oiseaux de 1979 demandait aux États membres de l'Union européenne de mettre en place des ZPS ou zones de protection spéciale sur les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie afin d'assurer un bon état de conservation des espèces d'oiseaux menacées, vulnérables ou rares. Ces ZPS sont directement issues des anciennes ZICO (« zone importante pour la conservation des oiseaux », réseau international de sites naturels importants pour la reproduction, la migration ou l'habitat des oiseaux) mises en place par BirdLife International. Ce sont des zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union, que ce soit pour leur reproduction, leur alimentation ou simplement leur migration. Descendant en droite ligne des ZICO déjà en place, leur désignation est donc assez simple, et reste au niveau national sans nécessiter un dialogue avec la Commission européenne.

Zone spéciale de conservation

Les zones spéciales de conservation, instaurées par la directive Habitats en 1992, ont pour objectif la conservation de sites écologiques présentant soit :

- des habitats naturels ou semi-naturels d'intérêt communautaire, de par leur rareté, ou le rôle écologique primordial qu'ils jouent (dont la liste est établie par l'annexe I de la directive Habitats) ;
- des espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, là aussi pour leur rareté, leur valeur symbolique, le rôle essentiel qu'ils tiennent dans l'écosystème (et dont la liste est établie en annexe II de la directive Habitats).

Zone NATURA 2000 Reculées de Haute Seille

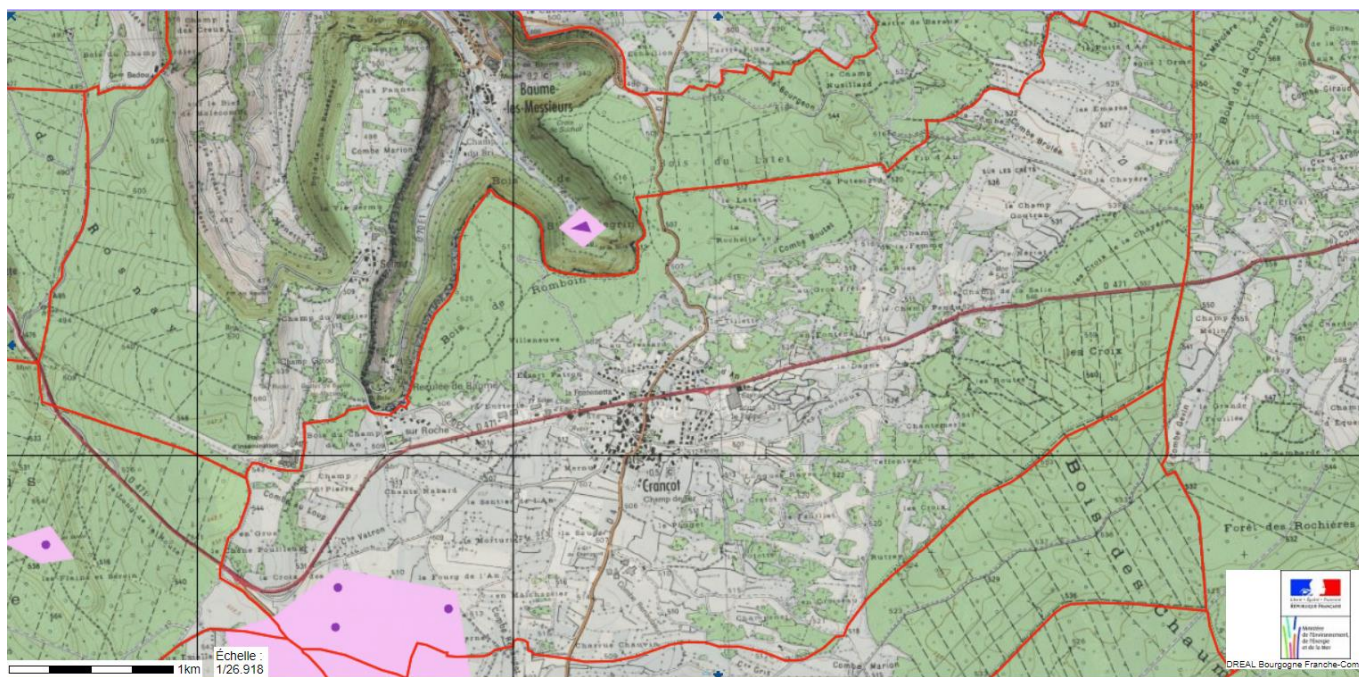


Arrêté préfectoral de protection de biotope :

- Reculées de la haute Seille
- Signal de Hauteroche

2.6.5 Zones humides

Il y a une zone humide dans la partie Sud-Ouest de la commune.



Extrait carte carmen DREAL Bourgogne Franche Comté

2.7 Risques naturels

2.7.1 Aléa retrait-gonflement des sols argileux

La Commune de HAUTEROCHE est soumise à un faible risque de retrait et de gonflement des argiles sur le village de Crançot.



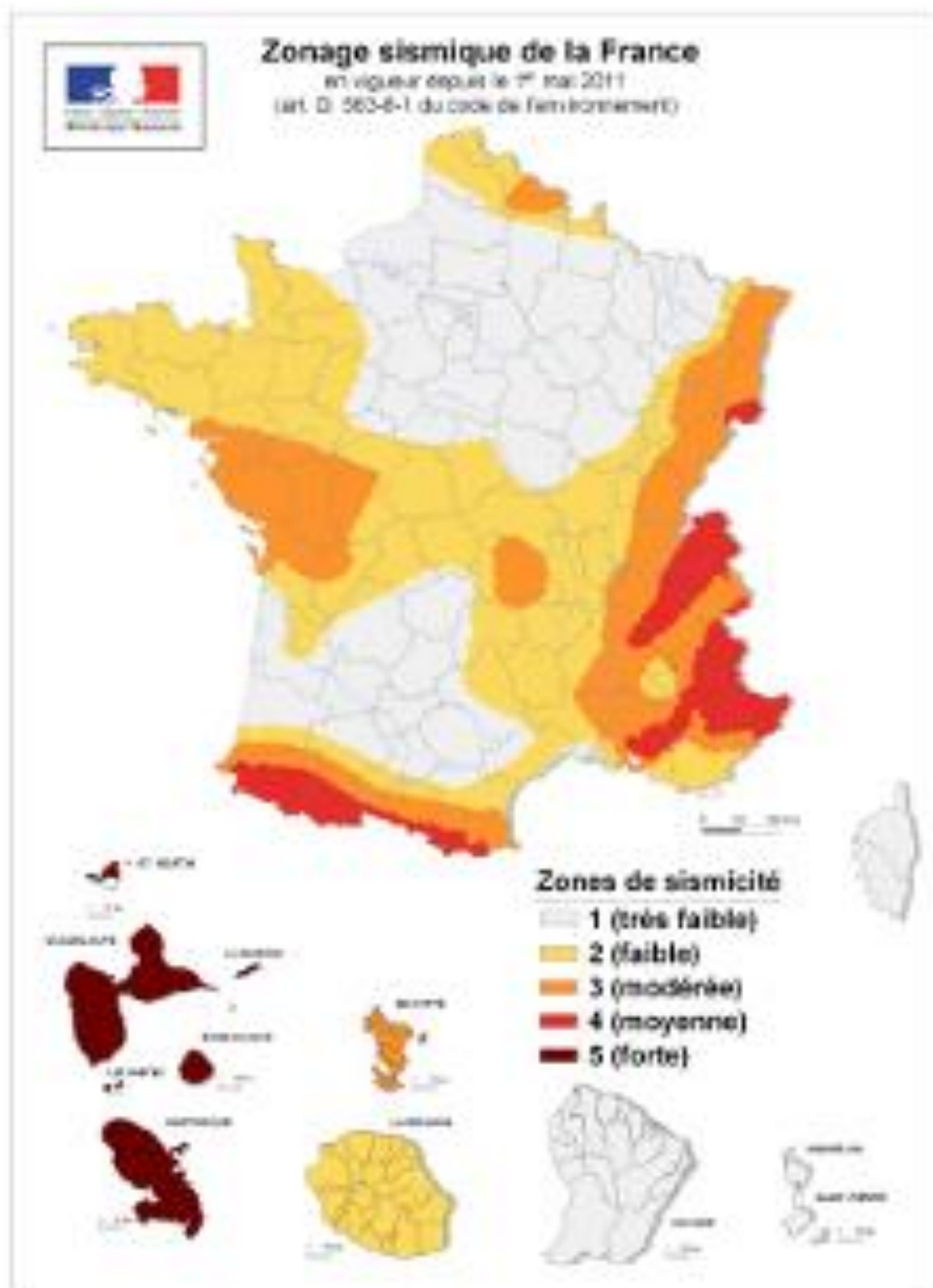
Extrait rapport BRGM/RP-57419-FR de juin 2009

2.7.2 Inondation dans les sédiments

La Commune de Hauteroche n'est pas soumise au risque d'inondation des sédiments.

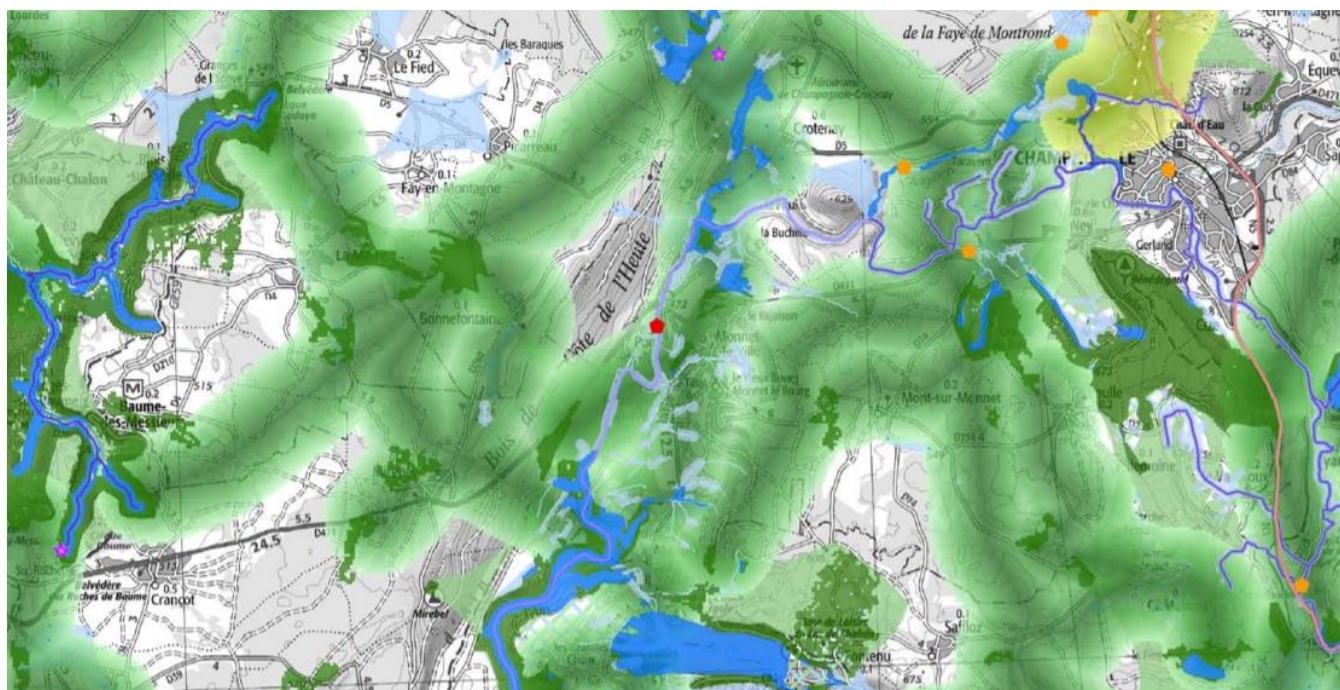
2.7.3 Sismicité

La commune est située dans une zone de sismicité modérée.



2.7.4 Trame Verte et Bleue

Une partie de la commune fait partie de la Trame Verte et Bleue de Franche-Comté.



Cartographie au 1/100 000 ème de la Trame Verte et Bleue de Franche-Comté

PLANCHE: F2

3 Assainissement existant

3.1 Assainissement collectif

Actuellement le village de Crançot dispose d'une filière d'assainissement collectif qui se compose d'une station d'épuration à filtres plantés de roseaux de 600 EH. Elle a été mise en service en 2006. Elle est alimentée par un poste de refoulement.

Les bilans 24h de 2016 du SAT du Département du Jura montraient qu'il y avait une non-conformité au niveau de l'azote et du phosphore.

Elle a été réhabilitée en 2018. Elle est composée d'un dégrilleur fin 2 mm, d'un poste de relevage alimentant un lit bactérien puis le premier étage de filtre. Un second poste alimente le 2^e étage avant rejet dans une doline.

Un dispositif de chlorure ferrique a été installé pour traiter le phosphore.

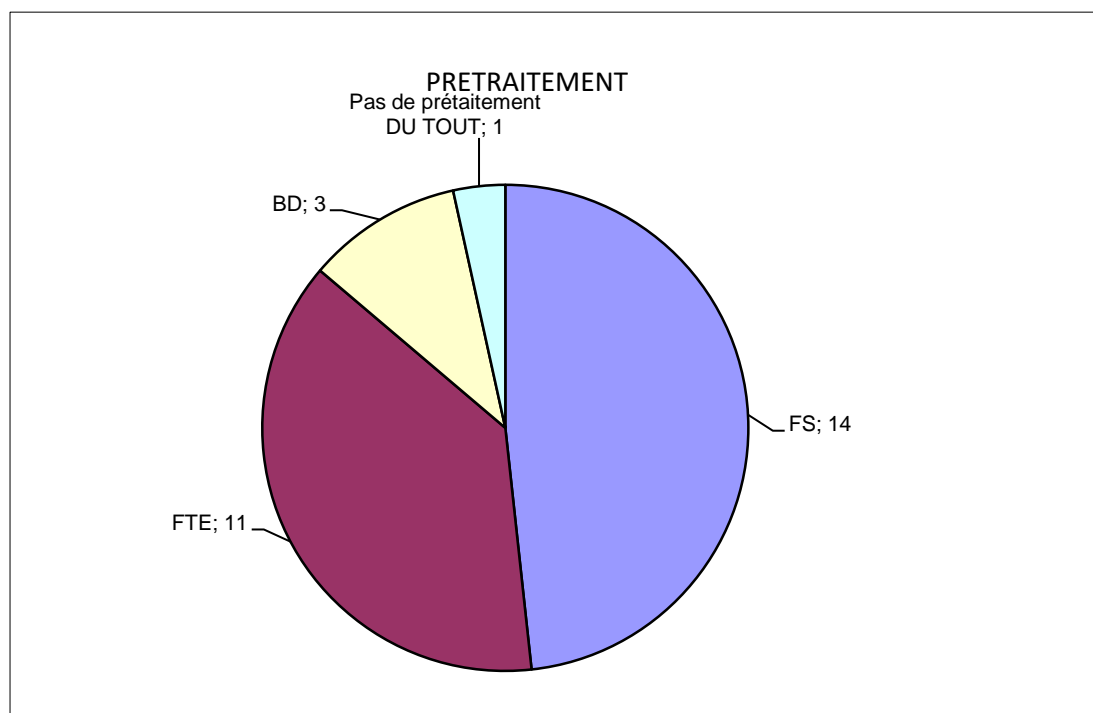
Il reste encore des travaux à effectuer sur le premier étage : évacuation des boues.

Cette station d'épuration est exploitée par SUEZ.

3.2 Assainissement non collectif

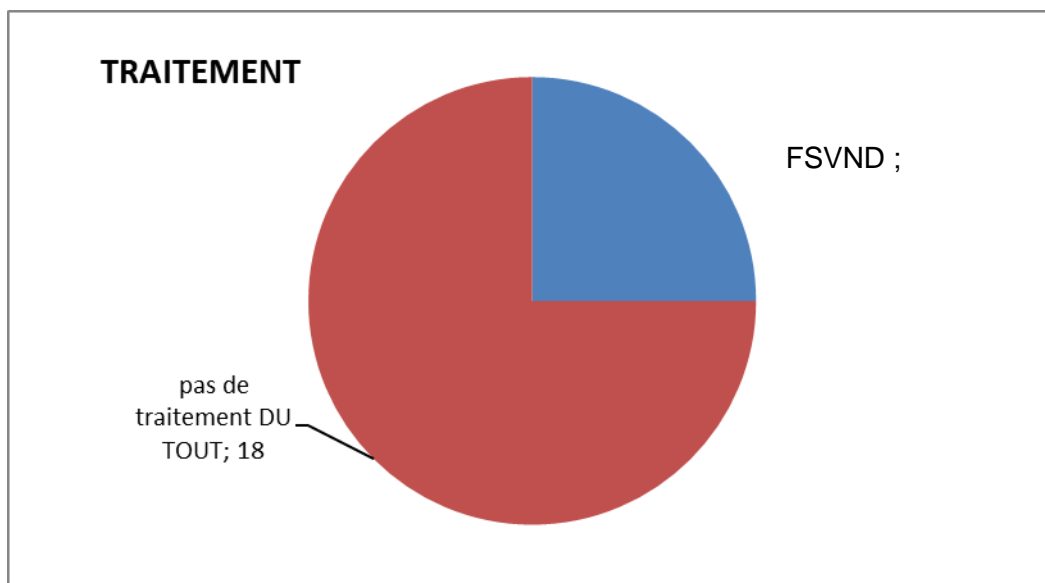
Le bilan 2017 du SPANC de la CC Bresse Haute Seille est le suivant :

23 ANC à visiter : 20 visites réalisées, 2 habitations inhabitées donc non visitées (justification fournie), 1 habitation dont les travaux sont en cours.



Légende :

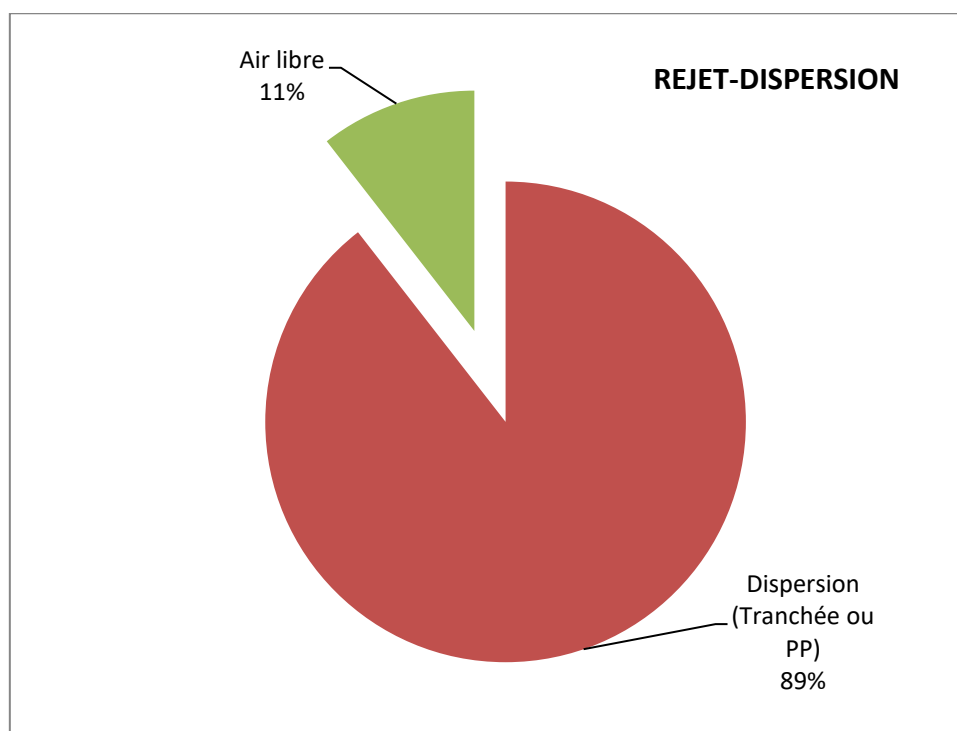
FTE : Fosse Toutes Eaux
FS : Fosse Septique
BD : Bac Dégraisseur



FSVND : filtre à sable vertical non drainé

1 habitation n'a pas d'ouvrage d'assainissement non collectif existant, 8 maisons ont une installation complète.

Le sous-sol du village est majoritairement perméable (sous-sol à dominante calcaire) avec des rejets dans le sol via des puits perdus.

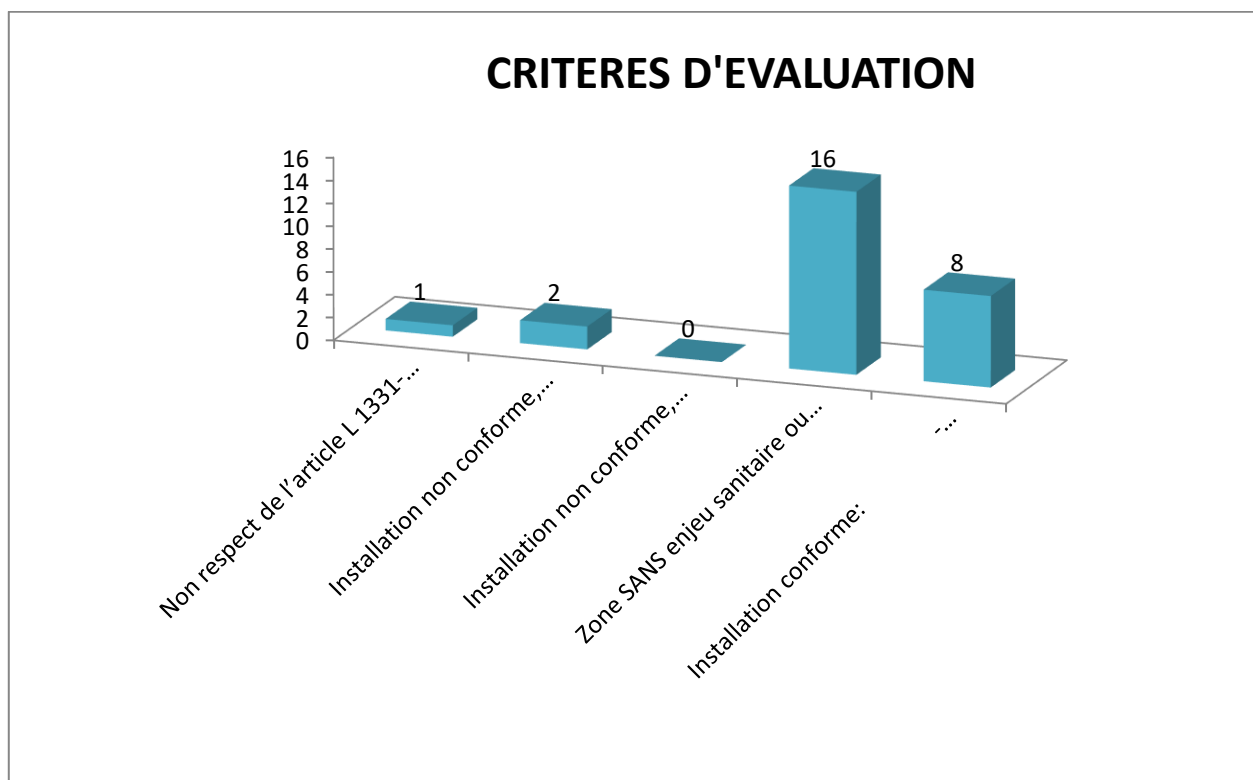


Sur 23 fosses (septiques et toutes eaux), 10 sont à vidanger et 23 propriétaires sont intéressés par le service de vidange mis en place par le SPANC.

EN CONCLUSION :

- ✓ Conscience des usagers de la nécessité d'entretenir leur filière d'assainissement non collectif et donc de l'accessibilité.
- ✓ Une demande des particuliers à adhérer au service de vidange.
- ✓ 40% des fosses (septiques et toutes eaux) sont à vidanger afin d'éviter des départs de matières de vidange vers le milieu naturel ou le système de traitement le cas échéant.

Pour l'habitation n'ayant aucun ouvrage d'assainissement non collectif, l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique qui prévoit que tous « les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement » n'est pas respecté.



Non respect de l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique: - mise en demeure de réaliser une installation conforme; - travaux à réaliser dans les meilleurs délais	Installation non conforme, présentant un danger pour la santé des personnes: - travaux obligatoire dans un délai de 4 ans; - travaux obligatoires dans un délai de 1 an en cas de vente	Installation non conforme, risque environnemental avéré: - travaux obligatoire dans un délai de 4 ans; - travaux obligatoires dans un délai de 1 an en cas de vente	Zone SANS enjeu sanitaire ou environnemental: - travaux obligatoires dans un délai de 1 an en cas de vente	- liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation
1	2	0	16	8

4 Propositions des scénarii

4.1 Coûts unitaires utilisés pour le chiffrage des différents scénarii

Parmi les solutions que nous pouvons proposer, nous distinguons :

- l'assainissement individuel (maîtrise d'ouvrage privée) : assainissement au niveau de chaque habitation et éventuellement assainissement autonome regroupé sur plusieurs habitations lorsque les propriétaires décident de s'associer.

- l'assainissement collectif (maîtrise d'ouvrage publique) : au niveau du hameau ou d'un groupe de hameaux, ou raccordement au système.

4.2 Coûts utilisés dans l'étude des scénarii d'assainissement

Les coûts indiqués sont les coûts de programme établis hors sujétions particulières et par référence à des ouvrages similaires. Il est nécessaire de réaliser les Avants Projets correspondants pour définir de façon plus précise les coûts des travaux. Pour définir les enveloppes budgétaires, il est souhaitable de tenir compte d'une moyenne d'incertitude de 20%. Il n'est pas pris en compte l'acquisition du foncier et la desserte dans le coût de la mise en place des installations de traitements collectifs.

Il n'est pas pris en compte la déconnexion des assainissements individuels dans le cas où le scénario retenu contiendrait de nouveaux branchements. Ce coût serait à la charge des usagers.

Les scénarii ont été chiffrés sur la base des coûts unitaires pratiqués dans le département du Jura.

Les coûts des installations d'assainissement autonome sont évalués de façon globale (création de dispositif de prétraitement et de traitement) sans prendre en compte le coût de la réutilisation de tout ou partie de l'existant.

Nous partons sur une moyenne de 7 200 € HT par installations réhabilitées quel que soit la filière (micro station, filière traditionnelle avec traitement par sol en place ou bien par sol reconstitué).

4.3 Scénario 1 : Raccordement des habitations le long de la RD 471

Ce scénario intègre le Lotissement du Grand Verger.

Le zonage d'assainissement ainsi que le réseau à mettre en place résultants de ce scénario sont représentés par le plan en Annexe 1.

Réseaux

Il est prévu la mise en place d'un réseau pour la collecte des effluents.

Il est projeté de mettre en place 600 mètres linéaires de canalisations gravitaire jusqu'à un poste de refoulement puis en tranchée commune sur 600 m mettre 700 m de conduite de refoulement pour un total de **150 064.00 € HT** pour la pose des canalisations et du poste de refoulement.

7 habitations seraient raccordées aux réseaux, **7 branchements** seront donc nécessaires pour un coût de **6 067.60 € HT**.

Le coût total de la mise en place des réseaux d'eaux usées sera donc 156 131.60 € HT

Assainissement Collectif :

La station d'épuration en place est suffisamment dimensionnée pour accueillir ces nouveaux branchements.

Assainissement non collectif

Seize habitations, non raccordables au réseau de collecte d'eaux usées de la commune, resteront en assainissement non collectif et seront à réhabiliter.

Nous estimerons donc les réhabilitations avec un coût global de 7 200.00 € HT par habitation. Donc le coût de la réhabilitation des filières d'assainissement non collectif sera de 115 200.00 € HT.

4.4 Scénario 2 : raccordement du hameau Sur Roche

Nous partons sur le principe que les habitations le long de la RD 471 sont déjà raccordées à la station d'épuration, c'est-à-dire que le scénario 1 a été réalisé.

Réseaux

Il est prévu la mise en place d'un réseau pour la collecte des effluents.

Il est projeté de mettre en place 600 mètres linéaires de canalisations gravitaire jusqu'à un poste de refoulement puis mettre 400 m de conduite de refoulement pour un total de **182 220.00 € HT** pour la pose des canalisations et du poste de refoulement.

12 habitations seraient raccordées aux réseaux, **12 branchements** seront donc nécessaires pour un coût de **10 401.60 € HT**.

Le coût total de la mise en place des réseaux d'eaux usées sera donc 192 621.60 € HT

Assainissement Collectif :

La station d'épuration en place est suffisamment dimensionnée pour accueillir ces nouveaux branchements.

Assainissement non collectif

Quatre habitations, non raccordables au réseau de collecte d'eaux usées de la commune, resteront en assainissement non collectif et seront à réhabiliter.

Nous estimerons donc les réhabilitations avec un coût global de 7 200.00 € HT par habitation. Donc le coût de la réhabilitation des filières d'assainissement non collectif sera de 28 800.00 € HT.

Nous n'avons pas fait de scénario pour raccorder les fermes excentrées au village. Au-delà de 50 mètres de canalisation, le raccordement au réseau collectif devient trop onéreux.

4.5 Synthèse

Il est évident que, vu l'éloignement des zones restant à raccorder au collectif, il est préférable de laisser ces 2 zones en non collectif.

5 Choix du Conseil Municipal

Le village de Crançot de la commune de HAUTEROCHE est concerné par :

- une zone d'assainissement collectif
- une zone d'assainissement non collectif

5.1 Assainissement collectif

La mise en place d'une canalisation des fermes éloignées ne peut pas être justifiée en raison d'un coût d'investissement trop élevé étant donnée leur éloignement du village.

5.2 Assainissement non collectif

L'assainissement non collectif a été retenu pour les habitations n'étant pas actuellement raccordées au réseau de collecte.

5.3 Zonage relatif aux eaux pluviales

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose aux communes, ou à leurs établissements publics de coopération, la délimitation, après enquête publique, les zones suivantes :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Il ressort des études préalables qu'aucun problème majeur de ruissellement des eaux n'a été constaté sur la commune, il n'y a donc pas lieu de prévoir des ouvrages de stockage ou d'épuration des eaux pluviales.

5.4 Délibération du Conseil Municipal

Le Conseil Municipal a délibéré le 02 mai 2019.

Le zonage proposé en laissant les 2 zones dans les scénarii 1 et 2 en assainissement non collectif a été retenu.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Plan scénario 1

ANNEXE 2 : Plan scénario 2

ANNEXE 3 : Plan de projet zonage

ANNEXE 4 : Délibération de la commune

ANNEXE 5 : Règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Commune Bresse Haute Seille